

*Pouvoir d'emprunt*

Le gouvernement fait également du tort à l'industrie de la pêche avec son Office de commercialisation du poisson d'eau douce. Alors que la pêche devrait être une industrie prospère sur la côte est ou ouest, nous constatons que les pêcheurs doivent trouver de l'emploi dans d'autres secteurs, des emplois qui n'existent pas, simplement parce que le gouvernement a également fait beaucoup de tort à cette industrie. Dans le nord de ma circonscription, plus personne ne pêche dans le lac Athabasca, qui relève de l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce. C'est le plus grand lac de la province. Les pêcheurs paient plus cher en transport vers l'usine Strathcona de Winnipeg que ce que leur prise leur rapporte.

Je pense donc, monsieur le Président, que les choses vont très mal. Il y a des entreprises qui sombrent, dans l'agriculture, la pêche et l'industrie. Les intéressés, surtout les pêcheurs et les agriculteurs, se cherchent des emplois ailleurs: soit qu'ils abandonnent tout à fait, soit qu'ils aient besoin d'un complément ou d'un appoint de revenus. Mais ces emplois, il n'y en a pas ailleurs non plus, monsieur le Président. Cela en dit long sur la performance du gouvernement libéral actuel.

● (1630)

Je reçois beaucoup de lettres et, comme vous le savez monsieur le Président, des pétitions qui me parviennent chaque semaine de ma circonscription, pour demander que le gouvernement fasse un peu de planification à long terme afin que les gens puissent planifier leur avenir. Le Canada devrait avoir une économie très dynamique. Nous avons des ressources naturelles en abondance et une population très peu nombreuse. Si ce gouvernement libéral est incapable de s'organiser de manière à ce que nos richesses puissent être réparties plus équitablement entre nos citoyens, alors il faudrait qu'il se présente devant le peuple, pour entendre son vrai verdict.

**M. Scott Fennell (Ontario):** Monsieur le Président, je tiens à féliciter le député de The Battlefords-Meadow Lake (M. Anguish). De son côté de la Chambre, c'est sans doute lui qui est venu le plus près d'adopter une attitude conservatrice.

**Des voix:** Bravo!

**M. Fennell:** Les députés d'en face commencent enfin à être plus avisés. Remarquez, monsieur le Président, le monde entier prend un virage à droite. Ayant décidé que ses programmes socialistes étaient inefficaces, le premier ministre (M. Trudeau) essaie maintenant de se convertir à la philosophie conservatrice. Mais il est trop tard, selon moi, et j'espère que nous, de l'opposition officielle, réussirons à rallier plus de gens à notre point de vue et à former le prochain gouvernement. Je pense que nous y parviendrons parce que nous avons été conséquents, ce qui n'est pas le cas des libéraux; ils ne sont jamais du même avis deux jours de suite. Je félicite donc le député qui vient de se rasseoir d'avoir soulevé certaines questions très importantes.

Il a mentionné la pêche et l'agriculture. Ces questions préoccupent mes électeurs, mais pas autant que d'autres, car ma circonscription est surtout industrielle et urbaine. Les habitants de l'Ontario éprouvent cependant les mêmes problèmes que les gens de l'Ouest. Il n'y a pas de différence entre ce qui se passe dans notre province et ce qui se passe dans celle du député. Les choses vont peut-être un peu mieux dans sa province à cause de la politique dynamique adoptée dans cette région, mais le gouvernement fédéral ne fait rien pour résoudre

le grave problème que pose le manque de planification à long terme. La dernière fois que j'ai pris la parole à la Chambre, et je suis revenu si souvent sur cette question . . .

**M. Fisher:** C'est bien vrai.

**M. Fennell:** Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire sait combien de fois j'ai dû prendre la parole pour m'opposer à des emprunts supplémentaires. Je l'ai fait cinq fois en un an, y compris quatre fois en l'espace d'environ quatre mois, je pense.

**M. Fisher:** Nous rendons des comptes au Parlement.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Ce qu'il vous faut, c'est un bon comptable.

**M. Fennell:** Le gouvernement ne sait-il pas qu'il devrait avoir un programme capable de s'appliquer pendant au moins un exercice financier?

**M. Fisher:** Dites-le à votre critique financier.

**M. Fennell:** Le gouvernement a présenté son budget et il continue maintenant à nous demander des pouvoirs d'emprunt supplémentaires. Jusqu'où ira-t-il? Ce n'est que de la poudre aux yeux. Le ministre des Finances (M. Lalonde) a prévu que le déficit atteindrait 31 milliards de dollars cette année. Il dit maintenant qu'il ne pense pas qu'il soit aussi élevé que prévu. Le jeu du gouvernement est très simple. Il avait prévu un déficit de 31 milliards de dollars, mais il a tellement bien réussi à relancer l'économie que le déficit ne sera que de 25 milliards. Eh bien, monsieur le Président, qu'il soit de 25 milliards, de 30 milliards ou de 50 milliards, c'est encore trop et le Canada ne peut le supporter.

Ce déficit aura des conséquences nocives pour les générations à venir. Le gouvernement ne percevra pas plus d'impôt de la génération actuelle parce que l'argent qu'il emprunte servira simplement à payer la moitié des frais d'intérêt sur sa dette. En 1968-1969, quand le premier ministre est arrivé au pouvoir, les dépenses publiques atteignaient environ 12 milliards de dollars par année. Je ne me rappelle plus les chiffres exacts, mais il semble que la dette n'atteignait pas 10 p. 100 de ce qu'elle est aujourd'hui. Monsieur le Président, je crois que le secrétaire parlementaire, en face devrait, puisque le ministre des Finances n'est pas en mesure de le faire, établir un tableau indiquant nos dettes, leur date d'échéance et nos créanciers.

**M. Fisher:** Il suffit de lire le budget.

**M. Fennell:** Je m'inquiète du déficit, monsieur le Président, parce que j'ai cinq enfants. J'ignore combien de centaines de milliers d'enfants de ma circonscription devront assumer cette dette. Le gouvernement ne cesse d'emprunter, sans planification globale. J'ai comparé le pouvoir d'emprunt à un simple expédient, mais il s'agit plutôt d'un fatras.

Selon moi, des élections auront bientôt lieu, monsieur le Président, car le gouvernement met sur pied des projets de création d'emploi à court terme dans tout le Canada, sans toutefois s'attaquer au véritable problème. Le ministre des Sciences et de la Technologie (M. Johnston) a admis que le chômage posait un problème. On ne le résoudra pas par de petits programmes à court terme. Nous distribuons 5 milliards par-ci et 5 milliards par-là. Bien peu de gens, à mon avis, arrivent à saisir ce que représente un milliard, à plus forte raison 30 milliards. Il s'agit de trente mille millions, avec neuf zéros. C'est une somme considérable et personne ne peut vraiment se faire une idée de ce que c'est. Si la dette s'élève à 135 milliards